

Université d'automne du MS21
9 et 10 octobre 2020

« Partir du réel pour aller à l'idéal »

I- Vendredi 9 octobre 20h30

Réunion des adhérents et sympathisants du MS21. Echanges informels sur la vie de notre mouvement ses actions, ses projets, son développement.

La motivation militante nous fait surmonter les obstacles malgré des circonstances difficiles. Il y a de plus en plus de gens déboussolés politiquement, on constate par exemple que des cadres de la FI quittent ce mouvement pour rejoindre le RN !(Ex : Andréa Kotarac)
Les candidats aux élections sont peu portés sur les thématiques essentielles : République, Nation, laïcité. Les mouvements sociaux sont en sommeil. Les initiatives politiques se multiplient : cet émiettement peut être positif si tous ces mouvements se retrouvent au moment opportun pour frapper ensemble. Les mouvements laïcs sont aussi très divisés.
Macron fait de beaux discours sur le séparatisme, mais nous savons très bien qu'il ne va pas agir sur les causes de ce séparatisme.

Qu'est-ce qu'un militant efficace ?

Il ne faut pas être sectaire en ayant la volonté de dépasser l'action groupusculaire. Il faut trouver les bonnes armes et avoir un mode de militantisme adapté à la période. Il est fondamental d'investir les réseaux sociaux ; créer une web-radio pour MS21 pourrait être envisageable en vue de concrétiser cette option.

Arnault Montebourg réapparaît sur la scène politique

Nous avons longuement discuté autour de l'intérêt d'une éventuelle candidature d'Arnaud Montebourg aux élections présidentielles.
Montebourg est un électron libre, il n'est inféodé à aucun parti ou organisation, il a une expérience de terrain et une pratique du pouvoir en tant que ministre. Récemment, il s'est investi dans la gestion d'entreprises privées. Ses engagements pour l'industrie et la souveraineté sont connus (opposition à la vente d'ALSTOM..).

Il peut répondre aux attentes d'une grande partie de la population. Amener Arnaud Montebourg au pouvoir pourrait-il être une première marche pour réaliser un changement plus radical ?

C'est quoi demain ?

Les limites d'un monde basé sur le marché total sont atteintes, ce qui peut engendrer un sentiment de catastrophisme. Montebourg a de l'intelligence, mais il ne préfigure pas le futur. Tous les mouvements politiques sont déficients, il y a une stérilisation des esprits chez les élites. Certaines politiques se réinventent dans les territoires.

Il faut un projet et une stratégie. La crise a révélé que le libéralisme ne marchait pas, c'est pourquoi nous devons retrouver notre souveraineté. En particulier, l'Etat doit redéfinir la gestion de la monnaie sans la déléguer aux banques.

Il faut travailler sur des programmes cohérents. Montebourg n'a pas cette cohérence. Il faut réfléchir à la coopérations entre nations. Un autre enjeu essentiel est de penser une réorganisation du travail qui permette à chacun d'être utile et de trouver une mission correspondant à ses compétences dans la société : une piste est une nouvelle RTT mais avant tout il s'agira de retrouver du plaisir et de la démocratie au travail.. Il faut repenser aussi le sens que l'on donne au travail, notamment par l'approfondissement de certaines expérimentations telles que le programme « territoires zéro chômeurs longue durée » qui fut lancé par l'association ADT-quart monde avec quelque succès. Il montre que les plus « éloignés » de l'emploi ont pu rendre des services locaux à budget égal. Il s'agirait d'étendre ce principe et par une réflexion citoyenne dynamique sur nos besoins, permettre que chacun puisse avoir une mission correspondant à ses compétences.

Crise ou effondrement ?

Stratégiquement, il faut distinguer « politique à froid (programmes, élections...) » et « politique à chaud » (mouvement social, grèves, Gilets jaunes...). La période qui va venir sera instable avec un rapport de force violent. La crise peut être surmontée par le capitalisme. On a atteint les limites d'un système, il y a un effondrement. Il faudra des acteurs politiques qui soient prêts à un affrontement

très violent avec le capital.

Rompre avec ce processus mortifère

Chaque élection aggrave l'abstention, symptôme d'une désespérance silencieuse de la population. Pour faire renaître l'espoir et provoquer un sursaut citoyen il est indispensable que puissent s'ouvrir de nouvelles perspectives. Les citoyens ont perdu leurs illusions face à une classe politique déconnectée de leurs préoccupations. Retrouver la souveraineté nationale, ré industrialiser la France, revivifier les institutions et la démocratie, retrouver la cohérence nationale ne constituent pas une révolution mais un premier pas , un coin enfoncé dans le bastion du système capitaliste financiarisé. Ce discours commence à se faire entendre chez certains comme Arnaud Montebourg dont les engagements antérieurs ne sont pas démentis par l'actualité.
Pour reprendre notre destin en main, nous aurons besoin du consensus idéologique le plus large possible autour de celui ou celle qui avec les citoyens, les partis politiques, les intellectuels engagés et progressistes entamera le renouveau indispensable du processus démocratique.

II- Samedi 10 octobre

9h - Ouverture par patrice Hemet, porte-parole du MS21

Patrice Hemet remercie d'abord tous les militants qui ont répondu présent malgré les difficultés. Pour illustrer les enjeux de l'UA Patrice prend l'exemple du vécu d'un pédopsychiatre dont les constats sur son métier ont en contradiction avec ses opinions macronistes. Le bilan est sombre : familles déstructurées, dysfonctionnement de l'école, intégration républicaine difficile de familles d'origine immigrée, effets pervers de la décentralisation... La crise sanitaire va encore amplifier ces difficultés.

9h30 - Atelier 1 - "La fin d'un monde ? »

«Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres » (Cahiers de prison Antonio Gramsci) Il s'agit de montrer la responsabilité du néolibéralisme dans la crise sanitaire, économique et démocratique que nous vivons. Notre société va mal. L'effondrement général remet en question toutes les certitudes et rend nécessaire une transition vers le monde

d'après.

Intervenant : Clément Caudron, membre de « chapitre 2 » (club de réflexion eurocritique), auteur de 2 ouvrages « Système contre système » et « Reconstruction ».
Modérateur : Michèle Fraize qui explique le changement d'intervenant, Coralie Delaume n'ayant pas pu venir.

La fin d'un monde ? Je propose 4 réponses

a) Réponse moraliste : C'est de leur faute alors tant pis pour eux, tant mieux pour nous
Nous aimerions que le système s'effondre puisque les néolibéraux ont leur part de responsabilité dans l'apparition du coronavirus. Le capitalisme a démantelé le système de santé et poussé aux délocalisations. (cf. Pablo Servigne théoricien de l'effondrement)

b) Réponse pessimiste
Mais le système fait tout pour se rétablir. Pour cela il est prêt à quelques compromis avec l'idéologie (intervention pour sauver les entreprises...), le libéralisme a été mis de côté pour sauver le capitalisme. Cela peut aller jusqu'au retour de la « stratégie du choc », (rappelons-nous que la crise de 2008 a abouti à des politiques d'austérité). Nous en avons une illustration flagrante avec le dernier rapport de la Cour des Comptes qui demande à l'hôpital de rationaliser les dépenses qui ont augmenté suite à la crise ! Le système a toujours des armes pour se remettre sur pied.

c) Réponse positive, optimiste
Mais le système est peut-être plus menacé que prévu :
- l'incertitude sanitaire continue de menacer la vie économique
- ces incertitudes économiques ont amené des injections massives de liquidités qui ont provoqué le gonflement de la bulle financière; le passage prochain du pic pétrolier nous oblige à compter sur le pétrole non-conventionnel qui est plus cher au niveau social c'est déjà explosif : mouvement contre la réforme des retraites, gilets jaunes... Tout dépendra du seuil actuel de tolérance de la société aux injustices.

d) Réponse volontariste
Notre but est d'être volontariste pour renverser le système. Nous avons un boulevard pour contester le système, même si beaucoup de gens redoutent le saut dans l'inconnu.

Quelle alternative alors ? : La Reconstruction

1 – L'économie doit être remise sous la coupe du politique.

2 - Le politique doit être remis sous le contrôle des citoyens.

3 – L'économie doit être au service de la population et de l'écologie, cela passe par la réduction du temps de travail et la décarbonation de l'économie.

Discussion

Certains fonctionnaires ont parfois été complice du système. Pour que les gens n'aient pas peur il faut changer l'imaginaire collectif sur ce qui est désirable ou pas (c'est le travail de l'école). La langue est transformée, appauvrie pour favoriser l'idéologie libérale (notamment par l'utilisation de la méthode syllabique dans l'enseignement du français).

Tout est construit par les politiques, les citoyens sont considérés comme des particules élémentaires interchangeables de travail et de consommation. Les citoyens ont le sentiment de n'avoir aucune prise sur les événements. La politique se réduit au vote.

Pourquoi ne pas rediscuter le programme des gilets jaunes ?

Le temps libre ne va pas forcément favoriser la reprise en main de notre destin.

Il y a un déjà-là révolutionnaire qui est incarné par la Sécurité Sociale et qui peut constituer un point de départ pour l'action.

Réponse de Clément

*Le processus de dépolitisation de l'économie est voulu et construit. Le politique a organisé sa propre impuissance par l'ordo-libéralisme gravé dans le marbre par les traités européens. C'est pourquoi nous devons sortir des traités européens.
*Il faut mener une bataille sur le sens des mots : « libre-échange », « innovation financière »...
*Il y a eu des modèles économiques qui peuvent nous inspirer (les Trente Glorieuses...).
*Généraliser l'usage de la cotisation sociale est pertinent, mais il faut avoir conscience que pour les gens ordinaires ce modèle n'est pas encore bien connu.
*L'impératif écologique va se traduire par la décroissance du PIB, ce qui implique la réduction du temps de travail et la mutualisation des richesses.

Atelier 2 – "Comment redonner du sens au travail ? »
"Moi j'adore pas le mot de pénibilité, parce que ça donne le sentiment que le travail serait pénible" (Emmanuel Macron) La notion de travail doit être redéfinie en la sortant de son acception capitaliste. Faut-il opposer l'approche étatiste (nationalisation) et l'approche « autogestionnaire » ? Comment faire en sorte que la démocratie s'installe dans l'entreprise ?

Intervenants : * Benoit BORRITS chercheur militant et co-animateur de l'Association Autogestion (autogestion.asso.fr). Auteur de : « Au-delà de la propriété : pour une économie des communs » La Découverte, 2018 « Travailler autrement : les coopératives » Le Détour, 2017 « Coopératives contre capitalisme » Syllepse, 2015.

* Bruno LEDEME : Inspecteur du travail, militant syndical à la CGT
Modérateur : Bernard Foucher

1- Benoît Borrits

Le travail doit devenir souverain et être démocratisé. Le profit des sociétés non-financières représente 20 % de la masse salariale. (site : economie.org). Or, si l'on envisage, comme le proposent certaines associations, d'augmenter les salaires avec un minimum de 1 700 €, et si l'on réduit le temps de travail cela va entraîner environ 20 % d'augmentation de la masse salariale, il n'y a donc plus de profits pour les entreprises.
Les taux de croissance ont été très élevés sous les Trente Glorieuses (environ 10 %), aujourd'hui ce taux stagne autour de 1 %. Si la répartition salaires/profits change en faveur du salariat le rattrapage des profits se fait pour la bourgeoisie en revenant sur les acquis sociaux. Le coût du capital va être de plus en plus élevé en contexte de croissance nulle.
Gommer les profits c'est sortir du salariat en virant les actionnaires.
Une partie de la valeur ajoutée doit être mutualisée et redistribuée aux salariés. La socialisation des revenus met un terme à la précarité (SCOP…)
Un système socialisé de financement des entreprises doit se mettre en place pour remplacer le système bancaire actuel.

2-Bruno Ledemé

Qu'est-ce que le travail ? Le travail doit être pensé autrement que par l'appât du gain. Le travail comme échange gratuit (don/contre-don) représente plus que le travail salarié. Le système marchandise ce qui était gratuit auparavant.
Le travail est l'activité de l'être humain confronté à une contrainte qui produit quelque chose d'utile pour autrui.
Trois millions de chômeurs en France cela représente 4,5 milliards d'heures de

travail consacrés principalement à chercher un emploi et à s'occuper de tâches socialement utiles. Pourquoi ne pas payer les gens à effectuer ces tâches ? Le coût serait d'environ 100 milliards financés par la réorientation des dispositifs alloués au chômage, les exonérations de cotisations, les allocations sociales...
La question de la démocratie dans l'entreprise doit trouver comment concilier les intérêts des travailleurs et l'intérêt général.

Discussion

Les thèses sur la socialisation des moyens de production rencontrent peu d'échos dans les organisations de gauche radicale qui sont frileuses à ce sujet. Bernard Friot est le principal représentant de cette thématique dans les médias alternatifs au détriment d'autres penseurs comme Benoît Borrits, Bernard Teper, Fréderic Lordon...
La question de la propriété doit être reposée en termes nouveaux.

Benoît Borrits

Le chômage est un repoussoir pour contrôler les travailleurs. Ce système ne fonctionne que par l'intervention du politique. La démocratie ne doit pas se limiter aux travailleurs/producteurs, mais être confrontée à la démocratie des citoyens et des usagers. C'est une rencontre entre usagers et travailleurs. Il faut dépasser la propriété, la valeur de l'entreprise est spéculative, si on supprime le dividende on supprime la propriété lucrative.
Il faut des fonds d'investissement financés par la cotisation, l'argent doit être distribué aux entreprises par des prêts. L'erreur de Friot c'est d'exclure le prêt comme mode de financement, dans ce cas-là l'entreprise risque de reconstituer une forme de propriété.

Samedi 14h

Atelier 3 - "La Santé : de la Sécu à la mise en concurrence et après ?"
« A l'issue de cette crise, un plan massif d'investissement et de revalorisation de l'ensemble des carrières sera construit pour notre hôpital » (Emmanuel Macron -Mars 2020) . Chiche ! Il s'agira de faire le bilan de la récente catastrophe sanitaire. Comment en est-on arrivé là ? Quelles sont les mesures à mettre en place à court et moyen terme pour que l'Hôpital public retrouve son rôle de service public.

Intervenant : Jean-Michel TOULOUSE Directeur d'Hôpital émérite. Co-auteur de « Des soins sans industrie »
Modérateur : Marie- Paule Séité

Jusqu'en 1945 le système de soins est constitué d'institutions d'assistance sans fonction de soins.
De 1945 à 1975 : les hôpitaux sont devenus des centres de soins à haute technicité grâce à la Sécurité Sociale sans recours aux banques ou aux marchés financiers. Notre système de santé est ainsi devenu le meilleur du monde.

Après 1975 : une succession de lois va détruire le système hospitalier français :
1- Jack Ralite a mis en place la tarification à la pathologie : il y a un même tarif pour un groupe homogène de malades (700 GHM)
2- Les ordonnances Juppé de 1995 : la loi de financement de la Sécurité Sociale (LFSS)
3- En 2003 la mise en place de la T2A (tarification à l'activité)
4- La loi Bachelot (loi HPST) accélère l'importation d'éléments de gestion venant du privé. Le directeur d'hôpital négocie le budget avec l'ARS (Agence Régionale de Santé). Le Conseil d'Administration (CA) de l'hôpital ne peut plus intervenir.
5- La loi Touraine (2016)

Réformes en cours :

Les groupements hospitaliers de territoires (GHT) organisent la destruction du tissu hospitalier en centralisant les plateaux techniques dans des grands centres hospitaliers, les services spécialisés sont regroupés.
Le directeur de l'ARS nomme les directeurs d'hôpitaux, il détermine les schémas régionaux de santé. Le personnel hospitalier n'a plus aucun pouvoir. La loi Macron supprime les instances CHSCT (Comités Hygiène Sécurité et Conditions de Travail).

Dans l'ancien système de financement il y avait un prix de journée : on partait de la détermination des besoins et on évaluait le prix de journée correspondant, l'hôpital avait un budget global indépendant de l'activité.
Dans le système actuel de la T2A ce sont les recettes escomptées qui déterminent un budget à ne pas dépasser. La variable d'ajustement c'est les dépenses de personnel. Tout cela a mené à la catastrophe actuelle.

Mes Propositions :
* En France il n'y a plus d'entreprise fabriquant du matériel médical, il faut 500 millions d'euros pour rebâtir une industrie médicale. (cf : Des soins sans industrie ? Édition Manifeste , 15€)
* Le secteur hospitalier est anti-démocratique : il faut supprimer l'hôpital-entreprise. Le CA de chaque hôpital devrait comprendre le personnel hospitalier, les élus, la Sécurité Sociale, les usagers. L'hôpital doit avoir un statut d'établissement public. L'instance décisionnelle doit être le CA.

* Il faut rétablir les CME (comités de médecins) et les CHSCT en les fusionnant dans un comité d'établissement.
* Le directoire (l'instance de prise de décision) est maintenu avec avis consultatif des personnels médicaux et non-médicaux. Le directeur doit être formé dans une école nationale.
* Il faut supprimer les ARS et rétablir des directions départementales des actions sociales. Des instances nationales élues doivent planifier l'action.
* Il faut supprimer aussi la T2A et revenir à un budget global en le corrigeant de ses défauts.
Si on veut éviter la disparition de notre système de santé il faut le démocratiser. Il faut notamment abolir les ordonnances de 1967 sur la Sécurité Sociale, qui doit être gérée par les salariés.

Samedi 15h30

Atelier 4 – "Comment réinventer la démocratie ?"

Notre Constitution et notre système de démocratie représentative ont-ils donné naissance à une démocratie fictive ? Le peuple, dépossédé de son pouvoir, ne participe plus aux élections. Cette situation appelle des changements. Lesquels ?

Intervenant : Bernard Teper et Jean-Michel Toulouse.
Modérateur: Serge Dombrowski

1- Bernard Teper

Le débat sur la démocratie est un débat très ancien. La démocratie est un régime politique dans lequel le peuple a le pouvoir. Sous la Révolution Française Sieyès a défini le système politique tel qu'il existe encore aujourd'hui : le peuple ne peut agir que par ses représentants. Après son élection, le représentant fait ce qu'il veut. Ce système n'est pas démocratique. Condorcet et les Montagnards se sont opposés à Sieyès.
Condorcet avait quatre conditions pour la démocratie :
- Toutes les propositions politiques doivent être soumises à la connaissance des électeurs
- Un débat raisonné doit être organisé avec les électeurs sur les propositions
- Le vote doit être au suffrage universel
- Pendant la durée d'un mandat représentatif les citoyens doivent garder le pouvoir sur l'élu.

La confiscation technocratique de la démocratie enlève le pouvoir au peuple.

Pierre-Mendès France a dénoncé dès 1957 (Traité de Rome) le caractère anti-démocratique de l'Union Européenne.

Les champs de la démocratie sont politiques, sociaux (entre 1945 et 1967 la Sécurité Sociale était gérée par des représentants élus) et économiques, car la démocratie devrait exister dans l'entreprise. Les gilets jaunes sont pour la démocratie directe.

2- Jean-Michel Toulouse

Les grecs pratiquaient la démocratie directe. Rome était une aristocratie foncière, mais a mis en place les tribuns du peuple élus par les citoyens romains. Ils pouvaient mettre leur véto aux décisions des consuls.
En 1386 la révolte des paysans a été gérée en assemblée populaire.
La Révolution Française amène la Déclaration des Droits de l'Homme et la notion de citoyen, mais aussi la victoire de Sieyès. Certaines sections de sans-culottes désignaient leurs dirigeants sous mandat impératif, ce qui a été supprimé par les thermidoriens.
Tous les responsables de la Commune étaient élus sous mandat impératif. Il en était de même pour les Soviets, pour les conseils ouvriers allemands en 1919, en Italie, en Espagne, en 1956 en Hongrie, au Rojava aujourd'hui...
A gauche, l'impensé porte sur la gestion démocratique des entreprises. Les entreprises gérées démocratiquement vivent plus longtemps que les entreprises capitalistes.

Mes propositions :
Toutes les communes doivent devenir des conseils, élus à la proportionnelle. Les conseils communaux élisent des conseillers départementaux au suffrage indirect. Les conseils départementaux élisent des élus aux conseils nationaux. Le RIC (referendum d'initiative citoyenne) est instauré avec des contrôles. Les élections à l'Assemblée Nationale doivent se dérouler au scrutin proportionnel avec prime à la majorité à la formation qui arrive en tête. Le peuple doit être co-élaborateur de la loi.

Discussion

La question de la pertinence du tirage au sort est posée : dans un système bicaméral une des deux chambres ne pourrait-elle pas être tirée au sort ?

Réponse de Jean-Michel Toulouse

Les gens votent pour des experts. Les assemblées primaires où des femmes siégeaient durant la Révolution discutaient des programmes et des mandats. Pour

éviter la professionnalisation de la politique il faut interdire le cumul des mandats (limitation à deux mandats), les mandats et les programmes doivent être déterminés par les électeurs. Les experts peuvent être consultés mais ne doivent pas décider.
Il faut assurer la représentation des différentes classes sociales dans les assemblées. Je suis opposé par principe au tirage au sort car le peuple est capable de produire de la décision politique, mais cela doit être possible en certaines occasions. Le vote blanc pourrait être transformé en nombre de sièges avec des élus tirés au sort.

Réponse de Bernard Teper

L'éducation populaire doit augmenter sa puissance d'action comme en Russie entre 1861 (abolition du servage) et 1916. En France, aujourd'hui les militants méprisent l'éducation populaire, pourtant l'hégémonie culturelle en dépend.

Soirée du samedi 20h30

2 séquences d'un reportage « Derrière les écrans de fumée » concernant les réseaux sociaux, suivi d'un débat.

Dimanche matin 10h- 12h30

Atelier 5 – "Stratégie : quelle stratégie pour le jour d'après et la reconquête d'une souveraineté nationale et populaire ? Comment s'y inscrit le MS21 ?
Il faut identifier les freins au changement et caractériser les moyens de lever les obstacles. Il s'agira aussi de développer des propositions d'actions pouvant être mises en œuvre par le MS21. L'atelier sera organisé comme une conférence sans conférencier. Après la présentation des options stratégiques par l'intervenant, il est donc prévu un temps de réflexion par groupe qui fasse émerger des propositions.

Intervenant : Bernard TEPER Co-animateur du Réseau ÉducationPopulaire (REP) Co-auteur de "Néolibéralisme et crise de la dette", "Laïcité : plus de liberté pour tous", "La laïcité pour 2017 », « De l'insoumission à l'émancipation"- "Contre les prédateurs de la santé"- "Retraites: l'alternative cachée"- "Penser la République Sociale pour le 21ème siècle"-"Repenser la protection sociale du 21ème siècle"

Modérateur : Patrice Hemet

1- Organisation de l'atelier - règles du jeu

Cet atelier consiste à travailler en groupe de 3 ou 4 personnes. (voir photo 1)
Chaque groupe élabore une question et la rédige sur un papier. (10mn)
Les papiers sont mis dans le chapeau et mélangés. L'animateur passe passe avec le chapeau devant chaque groupe qui tire un papier et doit alors répondre à la question posée. (si un groupe a tiré sa question , il en prend une autre).

2- Les réponses à la question posée sont écrites sur une feuille qui sera affichée au tableau (voir photo 2) .
Une fois affiché, un membre du groupe vient exposer et défendre ses réponses. Les autres membres du groupe peuvent ajouter des réflexions.

3- Le groupe qui a posé la question doit dire si les réponses apportées leur conviennent. Chaque membre du groupe peut exposer ses louanges ou ses critiques.

4- Conclusion : on s'aperçoit avec cet exercice que très souvent les gens n'apportent pas les réponses attendues. Les questions sont-elles mal rédigées ? Trop imprécises ?

5- Listes de quelques questions et leurs réponses….(en annexe)
6- Finalement il est demandé à tous les participants de faire des propositions en vue des prochaines élections présidentielles et que devrait faire le MS21 pour prolonger le débat ?

ANNEXE

A) Quelle stratégie de prise du pouvoir pour les organisations politiques antilibérales et/ou anticapitalistes dans un contexte post- épidémique ?
Réponse :
Dénoncer le caractère anti écologique du néolibéralisme et du capitalisme.
Elaborer un programme crédible d'écologie sociale
Susciter l'adhésion des classes populaires et moyennes

B) La stratégie de rassemblement doit-elle porter primordialement sur la finalité (socialisme du XXI è siècle) ou sur le moyen (souveraineté nationale et populaire) ?
Réponse :
Doit porter sur le moyen
Objectif : prendre le pouvoir par les élections
Rassemblement sur le socle : justice sociale, laïcité, services publics, souveraineté

C) Quelles sont les attentes (du peuple) premières et prioritaires afin d'en dégager

une stratégie ?
Réponse :
Satisfaction des besoins vitaux
Confiance / ne pas craindre le lendemain
Espérer que ses enfants soient plus heureux que les parents
Que les élus tiennent leurs promesses
Désir de paix et de sécurité

D) Stratégie de recherche d'axes politiques communs en vue de la Présidentielle.
Réponse :
1- Reconquête de la souveraineté (préalable exigé)
*autonomie financière et monétaire
*maitrise développement économique
*maitrise juridique et institutionnelle
2- Reconquête de la démocratie
* politique : mandat impératif
* entreprise
* sécurité sociale, alimentaire, culturelle, énergétique…
3- Reconquête d'une organisation dynamique du travail offrant à chacun une activité et une reconnaissance sociale.